



Assemblée générale

Distr. générale
2 février 2010
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Treizième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Recommandations concernant les minorités et leur participation effective à la vie politique formulées à l'issue de la deuxième session du Forum sur les questions relatives aux minorités

(12 et 13 novembre 2009)*

* Soumission tardive.

I. Introduction

1. Conformément à la résolution 6/15 du Conseil des droits de l'homme, la deuxième session du Forum sur les questions relatives aux minorités a été consacrée au thème des minorités et de leur participation effective à la vie politique. La session était présidée par M^{me} Barbara Lee, membre du Congrès des États-Unis d'Amérique et Présidente du groupe des élus noirs au Congrès. Les travaux du Forum étaient dirigés par l'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités, M^{me} Gay McDougall. Plus de 500 personnes y ont participé, dont des représentants d'États, d'organes conventionnels, d'institutions spécialisées des Nations Unies (ONU) et de la société civile. En particulier, on comptait parmi les participants des représentants politiques de minorités venus de toutes les régions du monde qui s'efforcent activement d'accroître et de rendre plus efficace leur participation personnelle et celle de leur communauté à la vie politique.

2. Le Forum a élaboré des recommandations thématiques concrètes et destinées à favoriser l'intégration et la reconnaissance des minorités au sein des États tout en les aidant à préserver leur identité et leurs particularités, ce qui permet de promouvoir la bonne gouvernance et l'intégrité des États. Ces recommandations sont fondées sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Outre les principes énoncés dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et les précisions fournies dans le commentaire s'y rapportant, les recommandations du Forum s'inspirent de normes, de lignes directrices et de principes internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme élaborés par diverses parties prenantes ainsi que de législations nationales¹. La Déclaration sur les minorités est elle-même fondée sur l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et sur l'article 30 de la Convention relative aux droits de l'enfant. La jurisprudence et les observations générales du Comité des droits de l'homme, en particulier celles qui concernent l'application des articles 25 et 27 du Pacte, ont également servi de base à ces recommandations.

3. Formulées en termes généraux, les recommandations du Forum peuvent être mises en œuvre dans des pays ayant des fondements historiques, culturels et religieux divers, dans le plein respect des droits de l'homme universels. Elles tiennent compte du fait qu'en raison de la grande diversité et du caractère évolutif des situations, il n'est généralement pas possible ni souhaitable d'appliquer des solutions uniques.

4. Le présent document, à lire en parallèle avec le document de base sur les minorités et la participation politique effective (A/HRC/FMI/2009/3), vise à donner aux responsables politiques, aux fonctionnaires, aux organisations non gouvernementales (ONG), aux universitaires et à d'autres parties prenantes une vue d'ensemble des options possibles pour les aider à faire des choix éclairés lorsqu'ils élaborent des lois et des politiques destinées à garantir une participation adéquate des minorités. Bien qu'il n'y ait pas de modèle uniforme pour chaque situation envisageable, les différentes options identifiées et examinées sont autant d'exemples démontrant qu'il est possible d'évoluer vers une meilleure participation et représentation des minorités, conformément aux idéaux de la démocratie, à la primauté du droit et au respect des droits fondamentaux. De plus, la situation d'un pays évolue de

¹ Voir également l'article 29 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, aux termes duquel «Les États parties garantissent aux personnes handicapées la jouissance des droits politiques et la possibilité de les exercer sur la base de l'égalité avec les autres» et «veillent à ce que les procédures, équipements et matériels électoraux soient appropriés, accessibles et faciles à comprendre et à utiliser».

toute évidence au fil du temps et doit donc être évaluée régulièrement en vue d'adapter les mécanismes de sorte qu'ils favorisent la participation effective des minorités.

5. De nombreuses situations dans le monde démontrent qu'une participation adéquate des membres des minorités à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions est essentielle pour rompre le cycle de la discrimination et de l'exclusion dont ces personnes sont victimes et en finir avec les niveaux disproportionnés de pauvreté et les autres obstacles au plein exercice des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux. L'un des moyens de promouvoir la stabilité et l'intégration dans les pays où vivent des minorités est d'assurer leur participation éclairée et constructive aux décisions qui les concernent et de faire en sorte que les minorités puissent régler elles-mêmes les problèmes qui les touchent directement.

6. Dans plupart des pays, les minorités sont toutefois largement sous-représentées dans les mécanismes politiques et les organes du pouvoir parce qu'on les en empêche activement et délibérément, ou qu'elles sont indirectement défavorisées par diverses lois et politiques, ou encore en raison de l'absence de volonté politique dans la société en général de faire tomber les obstacles structurels qui les empêchent de participer pleinement et dans des conditions d'égalité à la vie publique.

7. Dans son commentaire relatif à la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, le Groupe de travail sur les minorités a déclaré que «le droit de participer à tous les aspects de la vie de la société du pays dans son ensemble [était] essentiel à la fois pour permettre aux membres de minorités de défendre leurs intérêts et leurs valeurs et pour créer une société intégrée mais pluraliste, fondée sur la tolérance et le dialogue» (E/CN.4/Sub.2/AC.5/2005/2, par. 35). Le Groupe de travail a souligné que la participation effective passait par la représentation au sein des organes législatifs, administratifs et consultatifs et, plus généralement, par la participation à la vie publique (par. 44).

8. À l'échelon le plus élémentaire, les droits fondamentaux – s'ils sont scrupuleusement respectés – dont le droit de ne pas faire l'objet de discrimination, le droit de voter et d'être élu ainsi que la liberté d'expression, d'association et de réunion, sont propices à la participation et à la représentation des minorités, à l'apaisement des tensions et, par conséquent, au maintien de la paix et de la stabilité.

9. L'exercice du droit des minorités à participer concrètement à la vie politique est primordial pour la réalisation concrète de leur droit de prendre part pleinement à la vie politique. c'est aussi une condition préalable à l'exercice d'autres droits fondamentaux par cette catégorie de personnes. La participation effective peut se manifester de diverses façons, notamment par l'accès à l'information, la sensibilisation aux droits civiques et le militantisme ainsi que la participation directe aux élections politiques. Elle peut être garantie de diverses manières, notamment au moyen de mécanismes consultatifs ou de procédures parlementaires spéciales, voire, le cas échéant, de formules d'autonomie territoriale ou individuelle.

II. Recommandations

A. Gouvernements (nationaux, régionaux, locaux) et parlements

10. Les gouvernements devraient prendre des mesures efficaces pour mettre fin à la discrimination. Ils devraient notamment envisager d'instituer des mécanismes indépendants de surveillance et d'examen des plaintes qui auraient pour mandat de prévenir la discrimination dans le cadre des élections ainsi que la fraude électorale, les tentatives

d'intimidation et d'autres actes similaires qui entravent la participation effective de tous, en particulier des minorités, aux activités menées dans le cadre d'un scrutin. Ces tâches pourraient notamment être assurées par des médiateurs, des commissions électorales indépendantes et/ou des services d'assistance juridique gratuite. Ces mécanismes indépendants devraient être mis en place dans les régions où vivent des minorités et être dotés de ressources suffisantes et pouvoir dispenser leurs services dans la langue des minorités locales.

11. Les gouvernements devraient adopter une déclaration de principe reconnaissant la diversité au sein de la société nationale pour ce qui est de la race, l'ethnie, la religion et la langue et soulignant l'importance d'assurer, dans la mesure du possible, la prise en considération de cette diversité par les institutions et les organismes publics, dont les parlements, l'administration publique, la police et l'appareil judiciaire.

12. Cette déclaration de principe devrait déboucher sur l'adoption de mesures visant à garantir la participation effective et durable des minorités à la vie politique, et, notamment, l'élaboration d'un plan d'action national. Ce plan d'action devrait, entre autres choses, prévoir la mise au point de programmes et de campagnes d'information tendant à promouvoir la participation à la vie politique, la diversité et le multiculturalisme dans la fonction publique, l'adoption de mesures concrètes propres à renforcer la participation des minorités à la vie politique et l'affectation de ressources permettant d'atteindre les objectifs fixés. Les minorités devraient participer effectivement à chacune des étapes précédant l'élaboration et l'adoption du plan d'action.

13. Une procédure spéciale ou un mécanisme institutionnel spécifique devrait être créé pour réaliser une étude de base et surveiller régulièrement les progrès accomplis en matière de renforcement de la participation des minorités. Les données ainsi rassemblées devraient être publiées régulièrement sous une forme facilement accessible et examinées au cours de réunions publiques avec des représentants de la société civile.

14. Les gouvernements devraient recueillir régulièrement des données actualisées relatives à la situation des groupes minoritaires afin de s'assurer de leur participation concrète et utile. Ces collectes de données (opérations statistiques ou autres procédures facultatives) devraient tenir compte de l'ethnie concernée, respecter pleinement la vie privée et l'anonymat des intéressés conformément aux normes internationales relatives à la protection des données personnelles et reposer sur l'auto-identification des membres des groupes concernés. Les États devraient en élaborer les méthodes de collecte des données en coopération étroite avec les minorités, dont les représentants devraient être associés à l'intégralité du processus dans la mesure du possible.

15. Au plan national, un système de représentation proportionnelle ou un autre modèle électoral devrait être mis en place, lorsque cela est possible, afin de donner aux minorités davantage de possibilités de participer effectivement à la vie politique à l'échelle nationale. Toutefois, les gouvernements ne devraient pas modifier leur système électoral ou le découpage des circonscriptions électorales d'une manière susceptible d'affaiblir la représentation des minorités.

16. Dans les zones géographiques à forte concentration de groupes minoritaires, il faudrait envisager, le cas échéant, de déléguer des pouvoirs, en créant des entités autonomes ou d'autres subdivisions territoriales ou en adoptant des mesures permettant aux minorités d'influer sensiblement et directement sur la prise de décisions concernant des questions qui les touchent directement. Cette solution ne réduirait pas nécessairement les responsabilités globales de l'État, mais pourrait s'inspirer du principe de subsidiarité selon lequel la prise des décisions doit se faire de préférence au plus bas niveau de gouvernement ou d'administration permettant d'atteindre les objectifs fixés.

17. Les mécanismes de promotion de la participation effective des minorités à la vie politique aux plans local et national ne devraient pas favoriser le renforcement d'un pouvoir politique fondé sur l'appartenance ethnique, la religion, la langue ou d'autres caractéristiques similaires, qui ne pourrait qu'accentuer les divisions au sein de la société. Bien qu'il soit indispensable de garantir la participation des minorités à tous les niveaux, la représentation des intérêts de toutes les parties prenantes ne devrait pas entraîner une paralysie du gouvernement ou une politisation excessive des ethnies ou autres minorités. L'accès à un pouvoir politique digne de ce nom ne devrait pas être tributaire de l'appartenance à une minorité.

18. Les exigences liées notamment à l'instruction, à la langue ou à la religion qui privent les minorités du droit de voter ou d'être élues aux niveaux national, régional ou local devraient être supprimées car elles sont contraires à l'interdiction de la discrimination et peuvent empêcher les minorités de participer effectivement à la vie politique.

19. Lors des campagnes électorales, l'utilisation des langues minoritaires ne devrait pas faire l'objet d'une interdiction ni de restrictions excessives, mais le choix d'une langue devrait découler naturellement du souci de toucher le plus possible d'électeurs. Dans la mesure du possible, les autorités électorales devraient diffuser l'information concernant le scrutin dans la langue officielle et aussi dans les langues minoritaires dans les zones où elles sont utilisées.

20. Des programmes d'éducation civique conçus spécifiquement pour informer les minorités des moyens d'accéder au système électoral devraient être élaborés et adaptés, autant que possible, à chacune des minorités vivant dans le pays. L'éducation civique devrait occuper une place centrale dans tous les programmes de l'enseignement public et elle devrait avoir pour but d'expliquer le rôle et les responsabilités du citoyen et d'encourager la participation de toutes les composantes de la société à la vie politique. Les gouvernements devraient financer des projets tendant à stimuler la participation à la vie politique, à renforcer l'activisme et l'éducation civiques et à promouvoir la sensibilisation à certains thèmes, en particulier au sein des minorités. Des efforts devraient être déployés pour faire en sorte que les personnes qualifiées appartenant à une minorité soient recrutées pour élaborer, diriger et/ou exécuter les programmes publics en faveur des minorités.

21. Des mesures devraient être prises pour surmonter des difficultés particulières telles que l'analphabétisme, les barrières linguistiques, la pauvreté ou des obstacles à la liberté de mouvement, qui empêchent les individus habilités à voter d'exercer effectivement leurs droits.

22. Les gouvernements et les parlements devraient veiller à ce que les organismes, institutions et/ou mécanismes nationaux chargés de promouvoir la participation des minorités à la vie politique fonctionnent bien et soient dotés de ressources financières suffisantes. Ils devraient aussi assurer une bonne coordination entre les ministères et avec toutes les institutions publiques chargées des questions relatives à la participation effective des minorités.

23. Les États devraient veiller à ce que tous les mécanismes, procédures et institutions visant à promouvoir et à accroître la participation politique des membres de minorités tiennent compte des besoins spécifiques des femmes et d'autres groupes potentiellement victimes de discrimination croisée, comme les personnes handicapées.

24. Les États devraient examiner quelles dispositions spéciales ils devraient prendre pour garantir le droit des minorités de participer à la vie politique aux différentes étapes de la transition d'un pays, lorsque celui-ci a connu des violations flagrantes des droits de l'homme et des conflits armés, en particulier s'agissant des réfugiés et des personnes déplacées.

25. Les États devraient également examiner quelles dispositions spéciales ils devraient prendre pour garantir le droit des nomades de participer effectivement à la vie politique, étant donné que ces personnes n'ont pratiquement jamais de pièce d'identité ou de document officiel attestant qu'ils sont établis de longue date dans une circonscription électorale.

26. Lorsque la nationalité est une condition à remplir pour pouvoir voter ou être élu à une fonction politique ou recruté dans la fonction publique, la procédure à suivre pour l'obtenir devrait être clairement définie, largement diffusée et non discriminatoire en fonction de la race, de l'appartenance ethnique ou de la religion. La procédure ne devrait pas être inaccessible ou dissuasive, pour les personnes qui remplissent les conditions voulues, en raison de sa durée, de son coût ou de sa complication.

27. Des efforts devraient être fournis pour assurer la participation des travailleurs migrants en situation régulière à la vie politique à l'échelon local; notamment, le droit de ces personnes de participer aux élections municipales devrait être reconnu et des organismes consultatifs spéciaux devraient être créés à cet échelon pour favoriser le dialogue sur les questions touchant les migrants.

28. Le respect des droits fondamentaux de l'individu doit être pris en considération lors de l'adoption de mesures de promotion de la participation des minorités à la vie politique; nul ne devrait subir un préjudice du fait qu'il appartient ou n'appartient pas à une minorité, notamment dans les systèmes d'autonomie régionale.

29. Les parlements sont encouragés à mettre sur pied des commissions spéciales qui seraient chargées d'examiner les problèmes particulièrement importants pour les minorités et d'appeler l'attention du législateur sur ces questions.

B. Partis politiques

30. Les partis politiques devraient être conscients de la diversité de la société et/ou des communautés qu'ils représentent et s'attacher à prendre des mesures concrètes qui reflètent cette diversité. Ils devraient adopter des politiques reconnaissant qu'il importe de prendre en considération la diversité dans leurs travaux et élaborer un plan d'action afin d'augmenter la participation des minorités dans leurs rangs.

31. Les partis politiques devraient adopter des codes de conduite interdisant le discours raciste fanatique et les programmes politiques racistes, non seulement pendant les campagnes électorales mais également entre les élections. Ils devraient être dotés en outre de mécanismes internes habilités à imposer des sanctions sévères aux candidats qui enfreignent ces codes de conduite.

32. Les partis politiques ayant un électorat national ou largement représentatif devraient mettre au point des stratégies pour toucher plus efficacement les partisans et les électeurs potentiels dans le groupe majoritaire de la population et dans les minorités. Ils devraient financer des travaux afin de déterminer les besoins spécifiques des personnes appartenant à une minorité, de façon à les aider à participer pleinement à la vie politique, économique, sociale et culturelle. Les partis politiques devraient s'employer activement à sensibiliser tous les groupes sociaux aux intérêts des minorités et créer des occasions d'organiser des consultations fructueuses entre tous les groupes de la société.

33. Les partis politiques fondés essentiellement sur l'appartenance à une minorité ou l'origine régionale de leurs affiliés ne devraient pas être interdits pour cette seule raison. Toutefois, l'incitation à la violence à des fins politiques et les programmes politiques prônant la haine ou la discrimination à l'égard d'un groupe devraient être strictement interdits.

34. Dans les pays qui ont un régime électoral de représentation proportionnelle au scrutin de liste, les partis politiques devraient veiller à ce que le nom des candidats appartenant à une minorité figure en tête de liste afin que ceux-ci obtiennent un siège dans l'organe législatif.

35. Les partis politiques devraient mettre au point des programmes de mentorat qui permettent à des responsables politiques issus de minorités et qui ont réussi de jouer le rôle de modèles en encourageant les gens à se présenter aux élections, en sensibilisant le public à la participation politique des minorités et en tendant la main à la population majoritaire afin d'assurer un dialogue permanent entre tous les groupes.

C. Institutions nationales des droits de l'homme

36. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient veiller à représenter la diversité de la société en reflétant tout l'éventail des opinions des questions et des problèmes. Elles devraient mettre en place au sein de leur secrétariat un mécanisme spécifique chargé d'examiner les problèmes des minorités et de concevoir des programmes de sensibilisation et d'éducation civique visant à renforcer la participation politique effective des membres de minorités. Elles devraient veiller en outre à ce que les groupes minoritaires soient associés à tous leurs programmes, y compris aux mécanismes de plainte, et y aient accès, et garantir que les documents relatifs aux droits de l'homme soient disponibles dans les langues minoritaires.

D. Société civile

37. La société civile devrait:

a) Continuer de contribuer à la suppression des obstacles qui entravent la participation effective des minorités, notamment en s'aidant de différents moyens tels que le renforcement des capacités et la formation, afin de garantir la participation effective des représentants de minorités;

b) Concevoir à l'intention des minorités des projets d'éducation civique qui accordent une large place aux droits, aux rôles et aux responsabilités des citoyens, et inculquer aux jeunes issus des minorités des compétences en matière de négociation, de communication, de sensibilisation, d'élaboration de politiques et de gouvernance;

c) Engager un dialogue fécond avec le parlement, les conseils locaux et les organismes publics à tous les niveaux, en exposant clairement les options politiques et en recourant aux initiatives citoyennes pour proposer un programme législatif précis;

d) Améliorer la coordination et l'établissement de réseaux, tant entre les organisations non gouvernementales de minorités qu'entre les différentes communautés ethniques, afin de partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, d'optimiser les ressources, d'éviter tout chevauchement des projets et de créer des coalitions thématiques plus efficaces;

e) Améliorer l'efficacité des dirigeants issus de minorités dans la conduite des affaires publiques grâce à la formation, et notamment celle des formateurs d'organisations de minorités, en matière de processus législatifs, d'établissement de rapports, de conduite de débats, de formation de coalitions, de sensibilisation, de planification stratégique et de prise de parole en public; ces programmes de formation devraient mettre à contribution des membres de la population majoritaire qui renforceraient ainsi leur soutien à la participation des minorités;

f) Coopérer avec d'autres parties prenantes pour promouvoir la mise en œuvre de réformes juridiques afin de faire progresser la place des minorités dans la conduite des affaires publiques.

E. Mécanismes de défense des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies

38. Au cours de leur dialogue avec les États parties sur la mise en œuvre des obligations découlant des traités, les organes conventionnels concernés et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales devraient continuer de s'intéresser à la participation politique effective des minorités et aux obstacles qui entravent la réalisation effective de leurs droits ainsi qu'aux mesures prises pour éliminer toutes les formes de discrimination. Ils devraient engager les États parties à associer les minorités à tous les stades du processus de suivi et de mise en œuvre des obligations découlant des traités internationaux.

F. Communauté internationale et organismes des Nations Unies

39. La communauté internationale devrait affecter des fonds suffisants aux projets visant à stimuler la participation politique des minorités, renforcer l'activisme et l'éducation civiques et promouvoir la sensibilisation des minorités à différents thèmes. Un fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des minorités devrait être mis en place et chargé de centraliser l'aide destinée à ces projets.

40. Toutes les structures intergouvernementales qui collaborent avec la société civile aux plans mondial et régional devraient prendre des mesures concrètes pour faire en sorte que les personnes appartenant à une minorité puissent participer à leurs activités.

41. Les organismes des Nations Unies devraient appuyer la mise en œuvre des recommandations formulées par les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU en matière de participation des minorités à la vie politique, notamment en veillant à ce qu'elles soient traduites et largement diffusées dans les langues minoritaires et en encourageant et facilitant leur utilisation par tous les acteurs nationaux concernés; ils devraient aussi tenir compte des observations et recommandations des mécanismes et titulaires de mandat au titre des procédures spéciales chargés des droits de l'homme lors de l'élaboration d'instruments de planification tels que les bilans communs de pays et les plans-cadres pour l'aide au développement, et de leurs propres programmes.

42. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme devrait:

a) Financer des ateliers de formation visant à appuyer la mise en œuvre de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques ainsi que des recommandations formulées par le Forum sur les minorités au sujet de la participation effective des minorités à la vie politique;

b) Organiser des ateliers régionaux à l'intention d'acteurs politiques et d'autres parties prenantes appartenant à une minorité;

c) Soutenir des activités de formation ou de renforcement des capacités et de sensibilisation, y compris à l'intention de représentants des minorités;

d) Augmenter la part du budget consacrée aux activités directement liées à la participation effective des minorités à la vie politique et économique;

e) Encourager les États à élaborer ou à renforcer des programmes de formation professionnelle destinés aux jeunes appartenant à une minorité, dont les bourses et les stages dans les organismes publics nationaux, régionaux et internationaux, dont ceux de l'ONU.

43. Les équipes de pays de l'ONU devraient, le cas échéant, créer pour chaque pays des mécanismes consultatifs en faveur des minorités concernant la question de leur participation à la vie politique.

44. L'Union interparlementaire devrait organiser une réunion internationale à laquelle seraient invités des députés et leurs collaborateurs afin de déterminer les meilleurs moyens de promouvoir la participation effective des minorités à la prise de décisions politiques. L'Union interparlementaire devrait en outre mettre en place un centre d'échanges en ligne sur la participation des minorités à la vie politique afin de créer un seul point d'accès aux informations très fournies qui sont déjà disponibles aux plans national, régional et international.

45. Le Groupe interorganisations sur les minorités devrait consacrer l'une de ses prochaines réunions à la question de la participation effective des minorités afin de passer en revue les rôles respectifs de ses membres dans la promotion de cette participation, dans le cadre plus large de l'article 9 de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques.

46. Afin de garantir la participation effective des minorités aux délibérations tenues à l'échelle du système de l'ONU, les gouvernements devraient envisager d'aider financièrement les représentants de minorités au sein de la société civile à participer aux futures sessions du Forum sur les questions des minorités et aux autres réunions pertinentes.

G. Médias

47. Dans le secteur public ainsi que dans le secteur privé, les médias devraient s'efforcer d'informer le grand public des questions intéressant les minorités, notamment en diffusant des programmes dans les langues minoritaires et en mettant l'accent sur l'importance de la participation des minorités à la vie politique. Pendant les campagnes électorales, des émissions spéciales devraient être diffusées afin de faire connaître aux minorités les enjeux du scrutin, les programmes des différents partis politiques, les procédures d'enregistrement et d'autres informations pertinentes.

48. Les médias devraient s'efforcer de couvrir les événements de manière équilibrée afin d'assurer que, chaque fois que des élections se tiennent, tous les candidats ou, le cas échéant, tous les partis politiques aient accès aux médias dans des conditions d'égalité.

49. Il faudrait encourager la représentation effective des personnes appartenant à une minorité au sein des divers organes liés aux médias, dont les conseils de surveillance, les organes indépendants de réglementation, les comités de programmation du service public, les conseils d'audit ou les équipes de production. Tous les médias devraient prendre des mesures concrètes pour faire en sorte que la composition de leur personnel soit diversifiée et représentative de la société dans son ensemble, tout en s'employant à faire entendre les divers points de vue qui existent au sein des collectivités.

50. Le droit des minorités de mettre sur pied et de gérer librement leurs médias privés ou publics, qu'il s'agisse de presse écrite ou de presse électronique, doit être garanti et le choix de la langue de diffusion ne devrait faire l'objet d'aucune restriction.

51. Les États devraient promouvoir l'accès de tous aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, dont l'Internet, qui sont un élément crucial pour la démocratisation de l'information et un moyen d'encourager la participation effective des jeunes à la vie publique.
